L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: rue de Chartres No 73. — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 19 AOUT 1879. — 52me Année

DUFOUR & LIMET,
Propriétaires-Éditeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 19 AOUT 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par D. E. Morphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Poydras, farine.

Par S. Guinault, au No 10 rue St-Pierre, bâtisse Pontalba, un lot de meubles.

ECONOMIE MUNICIPALE.

On se préoccupe beaucoup à l'hôtel de ville du maximum de la taxe municipale, fixé par la Convention à 1 pour 100 sur le capital assessé, et l'on se demande comment avec une telle limite il sera possible, l'année prochaine, de faire face à tous les frais d'administration et de dette. Il est malheureux que les hommes qui composent cette administration soient tous nouveaux et par conséquent quelque peu ignorants de l'histoire de la municipalité. S'ils connaissaient cette histoire, ils sauraient qu'un cas analogue à celui-ci s'est presenté déjà et que le gouvernement de ville en est sorti sain et sauf, victorieux même, et qu'à ce régime d'économie forcé par la limitation de la taxe est due la longue prospérité de la Nlle-Orléans avant la guerre. Si la guerre ne fût pas survenue et qu'on n'eût pas touché au maximum de la taxe, la Nlle-Orléans aurait certainement aujourd'hui 400,000 habitants.

En 1855, le premier district de la ville payait une taxe municipale de 2 pour 100, le second district une taxe de 1 3|4, le troisième district une taxe de 2 1|4, le quatrième seul, qui avait peu de dette, à raison de son annexion toute récente, ne payait que 1 1|2 pour cent. On trouva que ces taxes étaient trop fortes, et le peuple en demanda la réduction avec une telle énergie qu'on se vit obligé de lui donner satisfaction.

Les taxes furent donc limitées à 1 1|2 pour cent par la Législature. Et alors cependant, le gouvernement de ville avait des charges fort lourdes. Il avait à servir une dette de douze millions portant un intérêt de 6 p 0|0, et à entretenir un fonds d'amortissement d'au moins $200,000 par an. Il avait en outre à réparer sans cesse un ancien pavé de cailloux ronds dans les principales rues de la ville et à en paver de nouvelles; il avait encore à veiller à l'entretien de débarcadères très couteux qui, chaque année, s'effondraient dans une longueur de sept à huit ilets au point de menacer nos principaux marchés et les rues elles-mêmes voisines de la levée. Notons bien qu'il fallait pourvoir à tous ces frais et pourvoir aussi au payement d'une dette flottante d'un million avec un assessment qui ne dépassait pas de 70 à 75 millions de piastres.

On dit alors, juste comme M. Bell a dit à la Convention à propos de la limite de la taxe de ville: l'affaire est impossible, le gouvernement n'y tiendra pas; on ne peut pas administrer quatre districts avec des ressources aussi bornées; comment fera-t-on avec les débarcadères, les rues, l'éclairage, la police, les écoles publiques, les eaux, les édifices d'utilité générale, les prisons, les charités obligatoires, les cours de justice et les frais administratifs? Comment fera-t-on surtout avec le département de l'incendie?

On y pourvut cependant, car la limitation de la taxe força à y pourvoir. On réforma beaucoup; on changea nombre de choses qui n'avaient d'autre valeur que celle du préjugé; on économisa énormément; on simplifia l'administration; on la fit plus active, plus surveillante, plus laborieuse; on se trouva bientôt dans une position meilleure, même florissante, et c'est dans cette position que la guerre nous surprit.

On ne peut pas dire qu'aujourd'hui la situation soit plus difficile qu'elle ne l'était en 1855, parceque le maximum de la taxe a été abaissé à 1 pour cent au lieu de 1 1|2, attendu que l'assessment sera encore de 20 millions au-dessus de ce qu'il était à l'époque dont nous parlons. On ne peut pas dire non plus que la dette soit plus forte bien que nominalement elle soit du double, attendu que cette dette n'a pas encore été réduite ni convertie, et que lorsqu'elle le sera, elle ne dépassera pas 8 millions à 4 pour cent d'intérêt, ce qui nous donnera une économie de 4 millions de capital et de 2 pour cent d'intérêt sur la dette de 1855.

Il est vrai que nos revenus de port, de marché et de licence sont un peu diminués, mais il peuvent se relever d'un moment à l'autre et nous avons pour ce qui concerne le port, le moyen de les augmenter en l'affermant. C'est avec la ferme du port qu'on put en 1856 et dans les années suivantes, éteindre la dette flottante de cette période. Nous ne voyons pas pourquoi on n'userait pas du même moyen aujourd'hui. Il y a longtemps qu'on sait que l'administration du port, si elle reste dans les mains des autorités municipales ne rendra jamais un cent, pas plus que n'a rendu l'administration des waterworks dont les autorités radicales voulurent absolument faire l'acquisition pour y placer des Radicaux. Cette affaire malheureuse nous a causé une perte de près d'un million.

Il est certain que dorénavant, il ne faudra pas se permettre des bêtises de ce genre; il est certain aussi qu'il faudra économiser sur beaucoup de points qui sont restés jusqu'ici inaperçus. Il y a par exemple l'affaire de l'éclairage sur laquelle on peut facilement réaliser une économie annuelle de 40,000 à 50,000 piastres, en menaçant seulement la compagnie du gas d'avoir recours à l'huile de pétrole, si la compagnie ne consent pas à une forte diminution. On offre cette huile de pétrole à vil prix; elle procure une lumière brillante, et nous ne voyons pas pourquoi on ne profiterait pas de cet avantage, qui ne présente aucun danger d'incendie dans l'éclairage des rues.

On peut opérer de fortes économies dans les départements de la police et des écoles publiques. La police ne compte plus que 320 hommes quand sous les radicaux elle en comptait 600. Est-elle moins bonne? La ville est-elle moins bien gardée aujourd'hui? Non, au contraire. La police est jugée supérieure et nous voyons qu'elle arrête promptement les malfaiteurs, les perturbateurs et tous les hommes suspects ou reconnus dangereux. Elle arrête même ceux qui ne le sont pas, s'ils s'avisent de perdre leur temps au coin des rues, devant les boutiques ou à la porte des églises. Nous n'écrivons pas ces lignes dans un but de critique ou de moquerie, mais uniquement pour faire voir que les devoirs de la police sont augmentés et qu'elle sait très bien les remplir tous, bien que le nombre de ses membres ait été réduit de près de moitié. Nous pensons qu'il peut être réduit encore et que sur ce département seul il y a une économie de $100,000 à faire.

Nous en dirons autant des écoles publiques, dont le budget monte à [illegible] ... Nous n'avons pas à nous occuper du budget de l'Etat relatif à l'éducation publique, question sur laquelle la Convention a statué et mal statué, car nous n'avons jamais compris que la ville dût être taxée pour entretenir l'éducation dans les campagnes; mais nous pouvons nous occuper de ce que nous connaissons, et [illegible] que nous sommes forcés aujourd'hui de régler nos dépenses sur les ressources qui nous restent, et que nous pouvons opérer ce règlement comme nous l'entendrons sans qu'aucune loi, que nous sachions, s'oppose aux réformes financières et autres que la situation exige.

Il y a de grosses sommes à économiser dans le département des rues. L'inspection des divers quartiers est très coûteuse et se fait mal. Pourquoi la police ne serait-elle pas chargée de cette inspection? Ce serait la partie la plus simple et la plus facile de sa besogne. Un agent peut bien, dans sa ronde de jour et même dans sa ronde de nuit, voir si un pont est rompu, si une banquette est en ruine, si un cloaque est à combler, si un pavé disloqué menace les passants et les voitures. Il peut bien à ce sujet ajouter trois mots ou trois lignes à son rapport de chaque jour. Quant au nettoyage et au balayage des rues, il serait facile d'en diminuer considérablement les frais en obligeant les propriétaires qui ont des bâtisses sur les rues non pavées, et qui cependant sont très fréquentées, de les paver au moins avec des cailloux ronds, à défaut de blocs carrés de granit, et en obligeant aussi les compagnies de chemins de fer de ville à réparer non seulement leurs voies mais encore les chaussées tout entières, d'une rigole à l'autre, et en veillant à ce que cette partie de leur contrat soit rigoureusement exécutée. On devrait en outre exiger des habitants qu'ils tinssent leurs rigoles ouvertes en faisant réunir en tas les ordures qui pourraient s'y trouver et intercepter ainsi la circulation des eaux. De cette manière, le nombre des balayeurs de rues pourrait être réduit des trois quarts, les charrettes d'ordure seules restant à la charge de la ville. Quant aux réparations de ponts et de pavage, tout cela devrait être donné à prix faits et payé suivant le mérite ou la valeur des travaux. Nous sommes d'avis que l'administration municipale doit se décharger de tout ce qu'elle peut donner à faire par contrat; c'est l'unique moyen, selon nous, de se soustraire à la paresse des travailleurs et à la négligence des inspecteurs et des surveillants; mais nous reviendrons sur le pavage des rues fréquentées et qui à chaque averse deviennent des cloaques. Il importe que les rues soient pavées pour diminuer les frais d'entretien et de nettoyage; ce point nous paraît capital.

Nous n'avons pas besoin d'enregistrer l'économie qui résultera de l'abaissement des salaires municipaux. Tout le monde demande cette réforme et il faut qu'elle ait lieu le plus tôt possible. On demande aussi la réduction du nombre des administrateurs et le retour au système des officiers de l'Exécutif. C'est là une question à part et que nous traiterons une autre fois. La solution, du reste, dépend de la prochaine Législature qui ne se réunira qu'en janvier prochain.

En attendant, il faut que les administrateurs de ville s'habituent à l'idée que des changements considérables devront être faits l'année prochaine dans le gouvernement municipal, car c'est la dernière fois que le peuple de la Nlle-Orléans paye quinze mills de taxe pour un système de gouvernement qui ne lui rapporte rien ni en améliorations ni en bénéfice. Il faut qu'ils s'habituent à l'idée de la réduction de la dette, réduction calculée sur le mérite respectif de ces dettes et sur les capacités financières de la ville pour les payer. Il faut que l'intérêt de ces dettes n'excède pas $400,000 par an. Il faut que les administrateurs sachent que cette réforme s'accomplira, parce qu'il faut qu'elle s'accomplisse. Quand la réduction dont nous parlons aura été convertie en fait et quand toutes les autres réformes auront été opérées dans l'administration de la ville, on verra que la taxe de dix mills suffit et qu'elle répond amplement à tous les besoins.

LE CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE-ORLEANS ET DU PACIFIQUE.—Ce n'est pas ce chemin de fer, dont M. Wheelock est le président, qui a été acheté par la compagnie Morgan, mais le chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Texas, connu sous le nom de chemin de fer de Donaldsonville et allant de Westwego, en face la Nouvelle-Orléans à Bayou Goula. L'acquisition a eu lieu moyennant $300,000.

Quant au chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique, dont les travaux ont été commencés entre Alexandrie et Marshall, il viendra, par suite d'une nouvelle combinaison, se rattacher au chemin de fer de Chicago, St Louis et la Nouvelle-Orléans (autrefois de Jackson.) La jonction aurait lieu à Pontchatoula, nous dit-on. Nous parlerons plus longuement de cette nouvelle combinaison.

L'ENTREPRISE DE M. DE LESSEPS.—Il y a évidemment un parti pris de la part de l'agence de la presse associée en Europe de ne transmettre aux Etats-Unis, que les allégations des journaux anglais défavorables à l'entreprise de M. de Lesseps. Elle s'est bien gardée d'envoyer la dépêche suivante:

Paris, 14 août.—La *Bourse* (journal) annonce que M. de Lesseps a reçu des propositions de personnes respectables en Amérique offrant de prendre les actions du canal de Panama non souscrites en France. Des négociations sont pendantes.

L'OPPOSITION AU CANAL DE PANAMA.—Le *Courier-Journal*, de Louisville, résume en quelques lignes, les motifs de l'opposition faite par certains journaux américains à l'entreprise de M. de Lesseps.

Les monopoles des chemins de fer Union et Pacifique sont au fond de cette opposition. Ils savent que si le canal de Panama n'est pas construit, le canal du Nicaragua *ne le sera jamais*. Il n'y a pas la moindre disposition de la part des capitalistes américains à s'embarquer dans le projet du Nicaragua. "Les intérêts américains" ne peuvent être mieux servis que par la réalisation du plan de de Lesseps, et de Lesseps ne l'a certainement pas abandonné à cause de la stupide opposition faite à Washington.

Réclamations contre le gouvernement dirigées par des avocats éminents et énergiques à Washington.—J. Benj. Chandler, 101 Canal.

BILLET GAGNANT.—M. S. Coste, caissier de la Banque Nationale de la Nlle-Orléans certifie qu'ayant eu en collection une moitié du billet No. 41,003 qui a gagné le premier gros lot de $30,000 au tirage du mardi 12 août 1879 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, et qui avait coûté une piastre au bureau de la compagnie, le montant a été promptement payé par un check sur la Banque Nationale de la Louisiane, sans délai et sur présentation du billet au bureau de la compagnie.

BILLET GAGNANT.—M. T. M. Wescoat, agent de la compagnie d'express du Sud, certifie qu'il avait en collection pour le compte de J. E. Gaither, de Philadelphie, Pen., la moitié du billet No 41,003 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Gros Lot de Trente Mille Piastres, au tirage du mardi, 12 août 1879, le dit billet, qui avait coûté une piastre au bureau de M. A. Dauphin, 319 Broadway, New York, a été payé comptant par un chèque sur la Banque Nationale de la Louisiane, délivré au bureau de la Compagnie.

Wilkinson Tonic.—[illegible]

MORT DU PROFESSEUR GILBERT ROZIÈRE.—Le vieux professeur d'escrime Gilbert Rozière que connaissaient tous ceux qui, à la Nouvelle-Orléans, ont touché un fleuret, est mort dans la nuit de dimanche à lundi, à une heure du matin, à la suite d'une longue maladie. Gilbert Rozière était âgé de 73 ans; il était né à Bordeaux, et il était venu en Louisiane il y a une cinquantaine d'années. Il était élève du professeur Cordelois et il avait la passion de son art qu'il enseignait avec conscience et amour. Il n'a cessé de donner des leçons que lorsqu'il lui a été impossible de se tenir debout. Il sera enterré ce matin à neuf heures.

Placements avantageux en inventions patentées, nouveautés, etc., à l'Inventors' Depot, 101 Canal.

LA SENTINELLE DE THIBODAUX.—Cet excellent journal, dont le format s'est agrandi dernièrement, vient de compléter sa quinzième année. Nous présentons à cette occasion nos compliments et nos souhaits à notre confrère F. Sancan.

EL BOLETIN COMMERCIAL.—Nous avons reçu le numéro 4 de ce journal publié en anglais et en espagnol par M. Nicanor Trelles rue Poydras 114. Nous voyons avec plaisir que le format de *El Boletin* a été agrandi. Son objet, comme nous l'avons déjà expliqué, est de servir de trait d'union entre notre port et les pays de langue espagnole, de contribuer ainsi à multiplier les relations commerciales et d'encourager l'établissement de lignes de steamers.

LA CAUSE DES TROUBLES DE QUÉBEC.—Nous lisons dans le *Foyer Canadien*:

Les troubles continuent à Quebec parmi les populations ouvrières.

Mercredi soir, environ 4,000 personnes assistaient à l'assemblée de la section canadienne-française des journaliers du port. Il a été décidé de former une nouvelle société et fixer les gages à $2 et $2 50 par jour; c'est moins qu'auparavant.

La section des journaliers parlant l'anglais est mécontente de ces résolutions.

C'est là ce qui a amené la bataille signalée par le télégraphe.

LA TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-AMÉRICAIN.—Nous lisons dans un journal de Paris du 31 juillet:

M. Chotteau est arrivé à Paris mardi et a rendu visite au ministre américain, le général Noyes, et au consul général Fairchild, en compagnie de M. Brulatour, secrétaire du comité.

Nous trouvons dans le *American Register* la correspondance suivante:

Au Rédacteur du American Register.

Paris, 22 juillet.

Monsieur: J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre de l'honorable Fernando Wood en réponse à ma lettre du 19 juillet. Il est bon à ce sujet de mentionner que le comité du traité franco-américain n'est pas plus identifié avec la protection qu'avec le libre échange, bien qu'il y ait une tendance dans l'esprit public à confondre le mouvement avec le libre échange. En se tenant dans un juste milieu entre le libre échange et la protection, le délégué français, M. Léon Chotteau, qui était récemment à Washington, a reçu les compliments des secrétaires Evarts et Sherman ce qui indique que notre gouvernement désire réduire le tarif général entre les deux pays. J'ai lu avec beaucoup d'attention vos articles sur notre mouvement et j'en conclus que nos opinions ne diffèrent pas de beaucoup.

ERNEST BRULATOUR,
Secrétaire du comité sur le traité franco-américain.

Aix-les-Bains, 21 juillet.

Cher monsieur: En réponse à votre honorée appelant mon attention sur l'article du *Register*, de Paris, je suis surpris qu'un écrivain attentif à la politique américaine, ne sache pas que la Chambre des représentants a passé à l'unanimité, il y a trois mois, une résolution requérant le président d'examiner la convenance d'une convention avec la France dans le but de faire un traité de réciprocité commerciale. Vous pouvez faire usage de cette lettre.

FERNANDO WOOD.

A M. Ernest Brulatour, secrétaire du comité sur le traité franco-américain, à Paris.

CASTORS EN LOUISIANE.—Nous lisons dans la Franklin Sun, de Winnsboro, Louisiane:

On rapporte que les castors sont assez nombreux dans la paroisse Claiborne. Il y en a beaucoup dans la partie inférieure de notre paroisse, dans un lac formé par le bayou au chevreuil adjacent à la plantation Hope.

Les machinistes et ouvriers en fer, cuivre, verre et bois, ayant des fonds, peuvent fabriquer et vendre des inventions patentées et nouvelles.—J. Benj. Chandler, 101 Canal.

NOUVELLES TÉLÉGRAPHIQUES. — On mande par le câble:

ÉLECTION RÉPUBLICAINE EN CORSE.—Paris, 13 août.—M. Guelfissi, républicain, est élu membre du conseil général de la Corse, en remplacement d'un bonapartiste.

ACQUITTEMENT DE DEUX JOURNAUX.—Paris, 13 août.—Le tribunal correctionnel de la Seine a prononcé l'acquittement des journaux la *République Française* et le *Gaulois* auxquels don Carlos avait intenté un procès en diffamation.

LES ARRESTATIONS DE NANCY.—Londres, 13 août.—Le correspondant du *Times* à Paris dit que les personnes arrêtées sous la prévention d'avoir causé un accident de chemin de fer à Nancy, ont été mises en liberté.

UNE MAISON PARISIENNE.—Qui ne connaît la grande maison Fauché, de Paris? C'est de cette maison que l'on tire toutes les grandes nouveautés en chaussures pour dames.

Nous apprenons que notre ville va être dotée de ce genre de chaussures. C'est grâce à une très forte dépense d'argent, de temps et d'énergie que M. Durieu a pu obtenir, *le seul privilège des patrons de la maison Fauché*. Cette chaussure se confectionne, en ce moment sous la surveillance de M. Durieu, et sous peu l'Etoile Rouge sera foulée de dames élégantes qui voudront toutes être chaussées avec la botte FAUCHE.

BILLET GAGNANT.—M. T. M. Wescoat, agent de la compagnie d'express du Sud, certifie qu'il avait en collection pour le compte de John T. Pearce, de Bethel Fairfield, Conn., la moitié du billet No 22,965, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, tirage à numéros simples qui a gagné le second Gros Lot de Dix Mille Piastres, le mardi 12 août 1879, et que le dit billet lui a coûté une piastre au bureau de M. M. A. Dauphin, No 319 Broadway, New York, et que le montant lui a été promptement payé par un chèque sur la Banque Nationale de la Louisiane, délivré aux Bureaux de la Compagnie.

Si vous voulez un bon piano, adressez-vous à Werlein, 135 Canal. Ne prêtez pas l'oreille à ce que l'on pourrait vous dire au-dehors, mais allez voir par vos propres yeux. Les affaires de M. Werlein ont doublé depuis un an. Il vous donnera pleine satisfaction. Vous trouverez chez lui des pianos de Chickering, de Mathushek, de Hale, de Pleyel, etc., ainsi que des pianos d'occasion. On échange aussi. Les prix sont bas et les conditions de paiement faciles et libérales.

Le soldat (ou ses héritiers) qui a servi dans une guerre quelconque de 1790 à 1858, a droit à 160 acres de terre. S'adresser à J. Benj. Chandler, 101 Canal.

MME THIERS A NANCY. — Le *Courrier du Soir*, publie la dépêche suivante du 2 août:

Mme Thiers, Mlle Dosne et le général Charlemagne ont été reçus avec enthousiasme par la population de Nancy.

Voici les paroles adressées par M. Bernard, maire de la ville à Madame Thiers:

"Vous rencontrerez dans notre ville les témoignages de la plus vive sympathie pour la mémoire de M. Thiers, dont le souvenir restera gravé dans les cœurs [illegible]. Je salue la veuve du grand patriote et la prie d'agréer l'hommage de notre profond respect."

LE DROIT DE GRÂCE.—Nous détachons du *Courrier des Etats-Unis*, les extraits suivants d'une lettre du gouverneur Robinson à M. Seymour, qui lui avait remis une pétition demandant la grâce de William Newman, condamné comme faussaire.

[illegible] crime habituel [illegible] intelligents, bien élevés et de bonne réputation. C'est même un crime qui ne peut être perpétré comme il faut que par des personnes de beaucoup d'éducation. De plus, il est toujours commis avec un dessein délibéré. Il n'est jamais le résultat d'un accident ou d'un mouvement soudain de passion.... Il est donc difficile de trouver pour ce crime les excuses ou circonstances atténuantes qui sont souvent [illegible] autres cas. L'emprisonnement [illegible] quand il a une fois été commis, et surtout s'il a réussi, il est presque invariablement répété: Dans l'affaire de Newman, l'attorney de district m'a informé qu'il y avait trois chefs d'accusation contre lui, pour autant de faux séparés.... Newman a une femme et un enfant innocents. Mais [illegible] il y a une femme et plusieurs enfants innocents....

Le gouverneur dit qu'il y a maintenant dans la prison d'Etat quinze convicts reconnus coupables de faux, ayant tous reçu une bonne éducation, et fréquenté la meilleure société. Une pétition signée par de très éminents personnages, avait été remise au gouverneur pour demander la grâce d'un de ces convicts, en considération de sa famille et de son ancienne position sociale. Mais le convict dont il s'agit écrivit lui-même à M. Robinson pour lui dire que la pétition avait été faite à son insu et le priait de ne pas l'accueillir, sa conviction étant que "les intérêts personnels, domestiques et sociaux doivent être sacrifiés aux intérêts plus élevés de l'Etat." M. Robinson poursuit ainsi:

"Si j'intervenais dans un de ces cas, ne dois-je pas intervenir dans tous?.... Puis-je exercer la clémence exécutive envers l'un, et la refuser à d'autres qui sont dans la même position? Et si je fais grâce à un de ces faussaires, ou à tous les quinze, l'administration de la justice n'encourra-t-elle pas d'inévitables reproches? Ne dira-t-on pas, et avec raison, que l'Etat a deux règles différentes de justice; l'une, douce, envers les criminels respectables et bien élevés, qui appesantit [illegible] la nature de leurs crimes quand ils les ont commis; et l'autre, beaucoup plus sévère, contre les gens pauvres, sans amis et ignorants, dont beaucoup ont commis les crimes qu'ils expient parce qu'ils n'en savaient pas davantage. Ceci serait-il consistant de la part d'un gouvernement fondé sur le principe de la justice égale et exacte pour tous les hommes?....

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis*:

Un correspondant de Philadelphie est allé demander à M. John C. Troutwine, qui était ingénieur en chef pour la construction du chemin de fer de Panama, son opinion sur le projet de M. de Lesseps relatif au percement de l'isthme de Panama. M. Troutwine a déclaré totalement que lorsque M. de Lesseps se propose de creuser un canal sans écluses par la route de Panama, il ne se rend nullement compte des dépenses ni des difficultés de l'entreprise. L'ingénieur de Philadelphie croit que la question sera agitée pendant quelques mois et mise ensuite de côté pendant des années. M. Troutwine préfère la route de San Blas, qui n'a que trente-trois milles d'un océan à l'autre. La construction du canal par cette route, dit-il, coûterait environ $250,000,000. M. Troutwine a dit en terminant que le lieutenant Wyse, le promoteur du tracé de Panama, arrivera prochainement dans ce pays.

Réclamations de terres concédées aux vétérans de toutes les guerres, de 1790 et 1855, rédigées par J. Benj. Chandler 101 Canal.

TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE UN JOURNALISTE FRANÇAIS A LOS ANGELES.—Notre confrère de l'*Union nouvelle* de Los Angeles, M. Ganée, raconte une tentative d'assassinat commise contre lui dans son bureau le 2 août par deux individus nommés Oakley et Wm Creighton qui se sont introduits dans les ateliers de l'*Union* par les fenêtres.

Je me levai, dit-il, de mon desk et à ce moment j'entendis une voix me criant: "Ganée avance." Je m'avançai en effet jusqu'au milieu de la porte, qui donne entrée de mon office dans l'atelier, j'étais alors pleinement à découvert, sans armes et inoffensif, et me trouvai en présence de deux individus; Oakley dans un coin de l'atelier à cinq ou six pas de distance, le guidon d'un pistolet dirigé contre moi et Creighton appuyé sur le bord de la fenêtre. Aussitôt qu'il me vit et avant que j'aie eu le temps d'ouvrir la bouche, Oakley me tira à bout portant deux coups de revolver à hauteur du cœur.

Les coups étaient bien visés sans doute, mais la main du criminel tremblait et les balles allèrent s'enfoncer dans le parois de la porte en m'effleurant sans m'atteindre. Courir à mon desk, saisir mon pistolet qui était dans un des tiroirs et venir me remettre en face, fut l'affaire d'une seconde, et mettant en joue Oakley je lui criai: "Vous voulez donc pour m'assassiner?" "Oui," répondit il, en me tirant deux nouveaux coups, mais cette fois j'étais sur mes gardes et moins à découvert; les balles allèrent se loger dans la muraille. Je tirai alors, mais Oakley se baissa et la balle passa par dessus sa tête. C'est alors qu'intervient Creighton, qui crie depuis la fenêtre: "Shoot, shoot again!" (tire, mais tire donc), et comme Oakley restait immobile [illegible] il saisit le pistolet et me met en joue mais heureusement le coup rate. J'avais essuyé le feu de ses assassins et je ne me serais pas retiré si mon revolver eut bien fonctionné, mais sans arme et en présence d'un deuxième agresseur, je dus battre en retraite et j'ouvris ma porte à la foule attirée par la fusillade. En un clin d'œil Oakley et son complice s'étaient enfuis.

Oakley ayant essayé depuis, dans des journaux complaisants, de pallier son crime et de donner le change à l'opinion publique à l'aide de mensonges effrontés, je dois dire quelques mots des mobiles qui l'ont poussé. Dans le numéro de l'*Union Nouvelle* du 26 juillet, répondant à une insulte anonyme, je l'avais stygmatisé comme il le méritait et je m'attendais à une demande loyale d'explications; mais point. Pendant ces huit longues journées qui se sont passées entre le 26 juillet et la date de son crime, ce lâche n'a pas osé venir me trouver, ni m'envoyer de témoins ni même m'écrire et il a l'impudence maintenant de dire que pendant cet intervalle je me suis tenu caché alors qu'il est à la connaissance de tous que j'ai vaqué à mes affaires et suis resté à mon office comme d'habitude. Il ment également lorsqu'il dit que j'ai tiré le premier et quatre coups alors que l'inspection des lieux démontre invinciblement le contraire. La population française dans tout ce qu'elle compte d'hommes honorables et travailleurs est indignée de cette attentat commis sur un de ses membres et c'est avec stupéfaction qu'elle a vu de certaines personnes conserver des relations avec ces assassins. Quant à nous, nous en avons fini avec eux. Ils appartiennent maintenant à la justice du pays qui nous en avons le ferme espoir saura les punir comme ils le méritent.

Les lattiers sont protégés contre la fraude et la falsification par la patente de Blackerly et Boland. — J. B. Chandler's Inventors Depot, 101 Canal.

[illegible]—Quand les [illegible] "Hostetter's Stomach Bitters" sont le remède le plus estimé [illegible]

[illegible]

LE PROJET D'AMNISTIE POUR LES INSOUMIS ET LES DÉSERTEURS.—Ce projet voté par la chambre des députés, a été l'objet d'une discussion, qui a donné dans la séance du 31 juillet [illegible] d'un amendement. On n'a fait aucune opposition au principe de l'amnistie et le projet a été renvoyé à la commission. [illegible]

L'*Avenir militaire* dit à propos de ce projet de loi:

"Cette mesure était depuis longtemps réclamée par les représentants des régions du Nord et du Sud-Ouest, dans lesquelles un trop grand nombre de jeunes gens [illegible] en Belgique, en Espagne ou dans la République Argentine. Le chiffre des insoumis par expatriation dépasse, en effet, de beaucoup celui des déserteurs. On en compte environ 5,000 rien que pour le département des Basses-Pyrénées, les Basques [illegible] l'Amérique du Sud, de quinze à trente ans.

Au total, depuis la dernière amnistie prononcée par décret du 14 août 1869, les contrôles du recrutement de la guerre et de la marine mentionnent 51,000 individus absents; mais près de la moitié est simplement manquée par [illegible], comme réservistes ou territoriaux, aux obligations de la législation de 1872.

"La France s'est montrée clémente envers les grands coupables des insurrections de 1871. Elle ne pouvait l'être moins envers ceux de ses enfants qu'une faute à vingt ans, [illegible] des convocations de la réserve ont jetés sur le sol étranger. M. le général Gresley et M. l'amiral Jauréguiberry ont donc généreusement agi en demandant aux Chambres de rouvrir les portes de la patrie à tous ces égarés."

[illegible] le manifeste du comte de Chambord [illegible] bonapartiste, qui ne se dérange pas pour aller à Frohsdorf.

Dans son article intitulé "Une taille?" l'*Ordre* dit:

"Cette pastorale nous désarme, — nous ne dirons pas qu'elle nous rassure, car nous n'avons pas besoin d'être rassurés; —elle [illegible], elle attristera les autres et [illegible] cette impression que [illegible] un royaliste, homme d'esprit, à son retour de Frohsdorf: "Le prince, décidément, a la passion de l'exil et de la solitude."

L'organe officiel de la légitimité, l'*Union*, salue le manifeste avec des sentiments vagues, mais empreints du plus profond respect. Elle dit que la parole du roi raffermira les courages et excitera partout "de patriotiques ardeurs."

"A l'œuvre donc, à l'œuvre noble et sainte du salut de la patrie! Loin de nous les utopies et les fictions; loin de nous les disputes subtiles et vaines, les ressentiments et les rancunes! Travaillons chaque jour et à toute heure pour dissiper les préjugés, écarter les malentendus, apaiser les dissentiments. Répandons la lumière qui ne fera pas reconnaître des coupables, mais qui doit éclairer les égarés.

Dans la lutte qui se prépare, l'honneur et la loyauté triompheront. C'est Dieu qui nous conduit; le roi qui nous appelle, c'est la France elle-même qui, par ses gémissements et ses plaintes indignées, nous crie: En avant! Soldats fidèles, répondons avec l'intrépidité du dévouement et de la foi patriotique: Avec Pallas de Dieu, tout pour la France et par le roi!

De son côté, M. Louis Veuillot écrit dans l'*Univers*:

La monarchie est là et le monarque attend. Il est le travail et le droit; d'autre côté, il n'y a que la force et l'aventure. Il nous donne à choisir. La France, ce est encore riche et puissante, du moins elle peut l'être avec lui. Cherchez ce qu'elle pourrait durer sans lui contre l'Europe et contre elle-même.

Les journaux orléanistes—ou à tendances orléanistes—sont assez embarrassés, car le manifeste les vise d'une façon assez désobligeante.

Les "Case Patented bracket et street Lamps" donnant une lumière égale au gas, à un cinquième du prix, fournies aux villes et villages.—J. Benj. Chandler, 101 Canal.

Décédée hier, lundi, à dix heures du matin, à l'âge de 108 ans, MARGUERITE ARSÈNE, native de St-Domingue. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux des familles Thomas, Laizer et St-Louis, sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, mardi, à 4 heures de l'après midi. Le convoi partira de sa dernière résidence, rue St-Philippe, No 104, entre Dauphine et Bourgogne.

Décédée hier, le 18 août 1879, à 5 heures du matin, à l'âge de 57 ans, ELIZA HENRIETTE VINTEN, native de cette ville. Les amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu ce matin, à 11 heures, de sa dernière résidence coin des rues Napoléon et Chestnut.

Décédée hier, 18 du courant, à 5 heures du soir, Mlle PAULINE SOULAS, à l'âge de 23 ans, native de la Nlle Orléans. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui 19; le convoi devant partir à 4 heures du soir, de la demeure de son père, rue Conti No 66, où le corps est exposé. De la part de son père et de son frère.

Décédé hier, à une heure du matin, à l'âge de 73 ans, GILBERT ROZIÈRE, natif de Bordeaux, et résidant de la Nouvelle-Orléans depuis près de 50 ans. Ses anciens élèves et ses amis et connaissances, ainsi que ceux de ses fils, sont priés d'assister à son enterrement, qui aura lieu ce matin, à neuf heures. Le convoi partira de la rue Conti No —, entre Bourgogne et Rempart.

La Société des Italiens d'Union [illegible] St. Barthélemy, célèbrera DIMANCHE, le 24 août 1879, à l'église Ste Antoine de Padoue, au coin des rues Rampart et Conti, la fête de leur patron. Il y aura SAMEDI, le 23, à 5 heures P. M., vêpres solennelles, DIMANCHE, le 24, grande messe solennelle à 10 heures et vêpres et bénédiction du Saint-Sacrement à 6 heures P. M.
Par ordre du Président,
AGOSTINO MAZZOLA.
FELICE BRATUCCI, Secrétaire.
19 août—

An Public.
Nouvelle-Orléans, 18 août 1879.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection pour le compte de John T. Pearce, de Bethel Fairfield Co., Conn., la moitié du billet No 22,965, tirage à numéros simples, "classe H," de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le second Gros Lot de Dix Mille Piastres, mardi, le 12 août 1879. Le dit billet ayant coûté la somme d'une piastre, au bureau de M. A. Dauphin, No 319 Broadway, New York, et que le montant en a été payé promptement [illegible] sur la Louisiana National Bank sur présentation du dit billet aux bureaux de la Compagnie.
T. M. WESCOAT,
Agent de la compagnie d'Express du Sud, Nlle-Orléans, Lou.
19 août—

AVIS.
Nouvelle-Orléans, 14 août 1879.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection la moitié du billet No 41,003, numéro simple, "Classe H", dans la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a tiré le premier Gros Lot de Trente Mille Piastres, mardi, 12 août 1879. Le dit billet ayant coûté la somme d'une piastre au bureau de la Compagnie de la Loterie de la Louisiane, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la Banque Nationale de la Louisiane, sur présentation du dit billet au bureau de la compagnie.
M. S. COSTE, caissier
de la Banque Nationale de la Nlle-Orléans.
17 août—

AVIS.
Nouvelle-Orléans, 16 août 1879.

Le soussigné certifie qu'il avait en collection pour le compte de J. E. Gaither, de Philadelphie, Pen., la moitié du billet No 41,003 tirage à numéros simples, "classe H" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Gros Lot de Trente Mille Piastres, mardi 12 août 1879, et qui lui a été acheté au bureau de M. A. Dauphin, No. 319 Broadway, New York, et le montant en a été promptement payé en un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.
T. M. WESCOAT,
Agent Southern Express Co.
17 août—2t PP

AVIS.

Le public est prévenu, par la présente, que V. O. POMARÈDE n'est plus employé par notre maison et n'est autorisé à faire aucune affaire pour notre compte. [illegible]
WANG & COTTAM.

AVIS SPECIAL.

[illegible] 20,000 [illegible]

Vente de Chaussures
Vente de Chaussures
CONSIGNATION
Extraordinaire

Arrivage de plus de 500 caisses de Souliers en tous genres par le steamer Hudson.

Cette vente durera jusqu'au PREMIER SEPTEMBRE,
—A—
L'Étoile Rouge,
COIN
Canal et Baronne.
VOYEZ LES PRIX!
VOYEZ LES GENRES!!
VOYEZ LES LOTS!

[illegible]

1200 PAIRES
Souliers de pêcheurs à
75 cents.

Bottines cousues pour hommes, article exceptionnel.
L'article est tout en veau, à BOX TOE, très bien fini et absolument parfait.

PRIX:
$2 00,
$2 00,
$2 00,
LA PAIRE.

C'est le plus bel article qui ait été offert, jusqu'à ce jour, à ce prix.

Même arrivage:
74 caisses [illegible] Pantoufles pour hommes.
28 .. Bottes fines pour dames
62 .. .. pour demoiselles.
17 .. Bottines assorties pour garçons.
104 .. Chaussures en couleur pour bébés.

CHAUSSURE DUNBAR!
CHAUSSURE DUNBAR!
EN GRANDE QUANTITÉ.
Variété Extraordinaire
Pour Dames,
Demoiselles,
et Enfants.

NOUVEAUX CATALOGUES.
Nous mettons 100,000 nouveaux catalogues à la disposition du public. Ces catalogues donnent les prix exacts auxquels nous vendons et aussi la description de toute la chaussure fine que nous vendons.
Nous expédions ces catalogues, sur demande dans toutes les parties du pays.

LE BLACK CROOK.
N'oubliez pas, quand vous aurez besoin d'un soulier de premier ordre, de vous procurer une paire de ces fameux souliers.

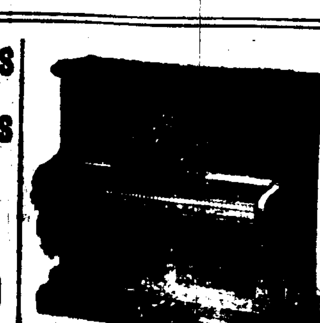
Prix du Black Crook:
Pour hommes.............$3.50 la paire.
" garçons............ 2.50 "
" enfants............ 2.00 "

Comme chaussure d'école le BLACK CROOK est insurpassable.

BASE BALL BALMORALS.
Ce soulier est en cuir et garni de pièce sur le pied, il chausse bien et dure aussi avantageusement qu'un soulier fabriqué sur commande.

VENDU $1.50
LA PAIRE.

L'ETOILE ROUGE,
COIN CANAL & BARONNE,
NOUVELLE-ORLEANS,
LOUISIANE.
ARMAND DURIEU, Propriétaire.



P. WERLEIN.
135 RUE DU CANAL,
BATISSES TOURO.
LA
GRANDE MAISON
DE
PIANOS,
D'ORGUES
ET DE
MUSIQUE
DU SUD.
Favorablement connue dans tout le Sud pour tenir les meilleurs PIANOS et ORGUES AUX
PLUS BAS PRIX
ET AUX PLUS
Libérales Conditions

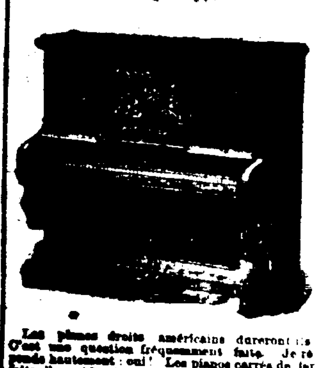
Son stock se compose de Pianos Chickering qui sont sans rivaux, d'excellents Pianos de Mathushek, des solides et sonores Pianos de Hale. Ces PIANOS possèdent toutes les qualités mécaniques et musicales des instruments de première classe et ont acquis un point d'excellence qu'il sera probablement difficile de surpasser. J'appelle l'attention spéciale des lecteurs sur les

Pianos Droits

Des facteurs mentionnés ci-dessus qui ont gagné une immense popularité en raison de la facilité avec laquelle ils peuvent être adaptés à beaucoup de salons. Ils sont construits avec les meilleurs matériaux et se font remarquer par un travail très fin d'ébénisterie. [illegible]

Le jeu est simple et n'est pas exposé à se déranger sous l'influence de l'atmosphère. [illegible]

Quant aux pianos européens tels que les Pleyel et autres, j'ai depuis 1875 cessé de les importer et je garde seulement ce qui me reste de ce temps et ce que je reçois en échange des pianos américains. [illegible] la Nlle-Orléans est la seule ville des Etats-Unis qui importe des pianos étrangers, et l'importation cessera à mesure qu'on apprendra à juger de la différence dans les pianos et qu'on comprendra qu'un piano américain de $300 est, sous tous les rapports, supérieur à un piano étranger de $400.



Les pianos droits américains dureront-ils? C'est une question fréquemment faite. Je réponds hautement: oui! Les pianos carrés de fer faits, il y a 40 à 50 ans quand la fabrication des pianos était à son début dans ce pays, ont conservé leur son et ont duré jusqu'à aujourd'hui. [illegible]

LES PIANOS D'OCCASION
qui ont été loués pendant l'hiver, seront vendus à moitié prix sur le paiement de $1 par semaine et au-dessus. Toute garantie est donnée pour chaque piano vendu par moi. [illegible]

ORGUES.

J'ai un plus grand stock d'orgues qu'aucune maison du Sud, et je suis le seul agent pour les BAETY

MASON ET HAMLIN
et les orgues de la Nouvelle Angleterre qui sont considérés comme les meilleurs du monde. Prix de $50 à $1000, vendus sur des versements mensuels ou trimestriels.

IMPORTATION DIRECTE
d'instruments de musique, tels que des Accordéons, Concertinas, Harmonicas, Violons, Guitares, Flutes, Boîtes à musique, Orgues à main, Cordes italiennes pour tous les instruments.

A VENDRE EN GROS OU EN DÉTAIL.
Agence pour les célèbres instruments de cuivre de [illegible], qui sont les mieux faits, les meilleurs et au plus bas prix.
Demandez des catalogues illustrés.
Mon département de musique est complet et contient tout ce qui est publié dans ce pays et en Europe. Papier de musique et livres de Musique [illegible].

P. WERLEIN,
Rue du Canal 135.

AU MIRACLE
DU JOUR!!
LES ENVOIS DE LA
Maison Ste-Anne
Bon marché inouï!!
Occasion exceptionnelle!!
Immense assortiment.
Chaussures!
Chaussures!
Provenant des meilleures fabriques:
Boston,
New York,
Cincinnati,
Philadelphie.
Vente Syndicale.
BREMER, JACKSON & CO.,
de New York, en faillite. Le tout
Vendu sans limite
Au coin Royale et Ste-Anne.
PLUS
27425 paires bonne chaussures à 15 cents.
MÈRES DE FAMILLES!
Chaussez vos Enfants!!
AU COIN ROYALE & Ste-ANNE

Au Public.—Les prix extraordinaires [illegible]

Nos chaussures fines, sont d'une très grande supériorité à tout ce qui a été offert jusqu'à ce jour.

Pour notre immense lot de chaussures, appelé long brunch à 15 cents, [illegible] en vente à New Port, Swansey, Salem et dans toutes les villes de la nouvelle Angleterre.

Chaque paire est garantie.
17 juillet—3m—M.J.D.

EXCURSIONS
—PAR LA—
GRANDE ROUTE de JACKSON

AFIN de donner aux personnes qui généralement ne peuvent s'absenter la chance de faire un voyage agréable et peu coûteux au Nord pendant la saison morte, des BILLETS D'EXCURSION bons pour QUINZE JOURS seront vendus jusqu'au 25 août, aux taux réduits que voici:
Pour CHICAGO et retour......$30 00
Pour LOUISVILLE et retour......$30 00
Pour St. LOUIS et retour......$25 00
Ces billets ne sont PAS TRANSFÉRABLES.
En vente seulement au Bureau de ville de la Route de Jackson, 22 rue du Camp, coin Commune.
F. CHANDLER,
agent-général pour les passagers.
A. D. SHELDON,
agent pour les billets.
15 août—3t

A LOUER
FAIR GROUNDS.
A PARTIR de ce jour, 23 juillet, le loyer pour les pique niques donnés aux Fair Grounds le dimanche est réduit à $150 pour le reste de la présente année, et à $50 pour les pique-niques donnés les autres jours de la semaine. Pour plus amples informations s'adresser à
G. W. NOTT,
Administrateur,
104 rue du Canal.
23juil—1m

FRITZ JAHNCKE,
208 et 210...DELORD...208 et 210
Fabricant de la pierre artificielle connue sous le nom de
SCHILLINGER PATENT PAVEMENT,
Marchand de pierres allemandes, de Curbstones, North River Flagstone et de ciment de Portland.
Les ordres laissés à la Boîte 143 Mechanics' & Dealers' Exchange seront promptement exécutés.
mai—1 an

R. POMES,
Marchand de Bois et Charbon, en gros et en détail.
Encoignure Dumaine et Claiborne.
A l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de faire monter une nouvelle machine à vapeur pour scier et fendre le bois de chauffage, patentée le 2 décembre 1878. Il offre à vendre aux familles, aux marchands et aux grosseries le bois de première qualité tout scié et fendu par corde. Mesure garantie.
Bois de pin, cypre, chêne, frêne, etc., à des prix les plus réduits du marché. Si l'acheteur n'est pas satisfait de la mesure, l'argent lui sera remboursé et le bois sera repris. Bois et charbon délivrés dans toutes les parties de la ville sans aucun frais.
[illegible]—1 an 5 février

URSIN DELLANDE,
FABRIQUE DE CIGARES,
434....RUE ST-CLAUDE...434
Entre St-Antoine et Bagatelle,
Cigares domestiques mêlés et Havane. Stock: environ 200,000 cigares. Prix très réduits. Cigares de cheroots à $15 le millier et au-dessus.
28 janv—1 an—D.M.J.

F. REMY.
Marchand de Meubles
130.........Chartres.........130
Près St-Louis.
A TOUJOURS en magasin un grand assortiment de Meubles en noyer, bois de rose et acajou, Qu'il vend aux prix les plus réduits.
Réparation de meubles.
Il s'occupe aussi de déménagements.
[illegible]—1an—D Mar J

MM. G. L. Hall & W. R. Montgomery
AVOCATS,
37 rue Carondelet, Nlle-Orléans,
ONT des facilités spéciales pour collecter toutes réclamations des citoyens français contre le gouvernement des E.-U. pour propriétés prises et employées par les autorités des Etats-Unis pendant la dernière guerre.
5août—

Fébrifuge indien du Dr Deléry.
VOICI l'heure d'employer ce précieux fébrifuge qui a réussi tant de fois dans des cas de fièvres rebelles, intermittentes aussi bien que rémittentes. M. R. Deléry, pharmacien à la Baie St-Louis, tient à la disposition des personnes qui voudraient en prendre connaissance, des certificats constatant des cures de fièvre rebelle dont les patients souffraient depuis huit et même dix mois, et ayant résisté au sulf. de quinine et à plusieurs de ses succédanés.
Ce fébrifuge est déposé à la Nlle-Orléans chez
MM. A. CARBOUCHE, 39 Chartres.
PAUL GELPI & Frère, 41 Decatur.
FREDERICKSON & HARTE, 139 Canal.
G. R. FINLEY & CO., 35 Magasins.
Pharmacie générale, coin Chartres et St-Philippe.
5août—3m PP

Huile d'Olive de Plagniol de James.
LA marque d'Huile d'Olive de Plagniol de James, si universellement connue, est la seule marque d'exportation française qui [illegible] la grande médaille d'or à l'Exposition Universelle de Paris en 1878 et le Prix [illegible] de l'Exposition de Philadelphie en 1876.
Nous soussignés, investis des pleins pouvoirs de M. Plagniol de James, de Marseille, avertissons le public que toute contrefaçon de sa marque sera rigoureusement poursuivie selon la loi.
BASSETTI & XIQUES,
20juin— 87 et 89 rue Decatur.

A Louer,
La grande et magnifique résidence No. 110 rue de l'Esplanade entre [illegible]; possession le 1er octobre. [illegible]
30juil—1m.

A VENDRE
Pour cause de santé une PHARMACIE située dans le Second District. Pour informations nécessaires s'adresser au bureau de l'ABEILLE.

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.
POUR LE 18 août—CLASSE No 195.
Tirage de 4 heures P. M.

41	50	26	37	38	55	12	31	65	69	28	15	—	—

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.
En foi de quoi, nous apposons notre signature ce 18 août 1879—4 heures P. M.
ADAM GIFFEN,
LOUIS H. PILIE,
Commissaires.
Les plans de nos tirages quotidiens, peuvent être vus en tous temps, dans toutes nos succursales.

Nouvelles Marchandises—Nouveaux genres. Reçues par les steamers hebdomadaires.
Axminster Velvet Brussels,
INGRAINS.
Le plus grand assortiment du Sud chez
A. Brousseau's Son.
17......RUE DE CHARTRES......17
Rideaux de fenêtre,
Rideaux de dentelle,
Nattes de Coco et de Chine,
Paillassons et Nattes en grande variété
Articles de tapisserie à des prix grandement réduits.
Venez et voyez vous-mêmes.
17 août—

AU DRAPEAU ROUGE!
—COIN—
DOUANE ET BOURBON.
OUVERTURE,
OUVERTURE! OUVERTURE!
DEMAIN, 1er AOUT 1879.
Chaussures!!! Chaussures!!!
Stock très varié de marchandises de choix, venant des meilleures manufactures de Boston, Philadelphie, New York et autres villes.
Les prix et la qualité défient toute concurrence.
Chaussures pour Dames, Demoiselles, hommes et enfants de tous les âges.
On trouve au Drapeau Rouge toutes les qualités et toutes les variétés de Chaussures qu'on peut désirer, à des prix en rapport avec la qualité des articles.
Ce magasin a surtout en vue la solidité et la durée des marchandises qu'il offre au public. Il ne vend que de bons articles confectionnés d'après les modes les plus nouvelles.
Le propriétaire, M. P. CASAUBIEILH, ne néglige rien pour se tenir au courant des nouvelles modes, afin que son magasin soit toujours prêt à répondre à tous les goûts de ses clients. En de ville et.

Elégance, Solidité, Bas prix!
—En même temps, M. CASAUBIEILH a transféré son Magasin d'Habillements—pour hommes, jeunes gens et garçons—à deux portes du Drapeau Rouge. On y trouvera des vêtements confectionnés chez lui, depuis les plus ordinaires jusqu'aux plus fins. Il exécute aussi sur mesure, afin de répondre à tous les goûts et à toutes les demandes.
31 juil—1m 3e sout

NATTES,
NATTES.
Nous sommes prêts à offrir un assortiment très complet de NATTES venant d'être reçues.
D. H. HOLMES
155 rue du CANAL, et
15 rue BOURBON.

J. LEVOIS
126, RUE DU CANAL 126.
Par suite de la mort de notre sieur J. LEVOIS et de la nécessité d'une liquidation rapide de son intérêt dans la maison, nous offrirons à partir de
Lundi, 23 courant
notre stock fort et bien assorti de
MARCHANDISES IMPORTÉES ET DU PAYS
à des prix tellement réduits que la vente rapide en est assurée d'avance.
Les clients de la maison et le public sont respectueusement priés de venir examiner nos marchandises et nos prix.
23juin—

J. MIRAMON,
Ebéniste et Tapissier
290......RUE DU CAMP......290
MANUFACTURE de chaises de barbiers, en damas, de $15 à $30. Achète les vieux meubles. Les lits à quatre colonnes mis à la Victoria. Répare à neuf, à un magasin ou à domicile, les vieux meubles, [illegible]. Ouvrage garanti. [illegible] $15. Emballage et [illegible] de meubles. Demande d'un apprenti de 15 à 18 ans pour apprendre le métier.
18 août—1[illegible]

Demande d'emploi.
LE soussigné, ayant travaillé à la comptabilité de plusieurs maisons de commerce en France et pouvant fournir d'excellentes recommandations, désirerait trouver un emploi quelconque en ville ou à la campagne.
HENRI ROGET.
Lui adresser toute communication aux bureaux de l'ABEILLE.
18août—

PHARMACIE GENERALE
Ancein des rues Chartres et St-Philippe
CETTE pharmacie, montée avec un soin minutieux, possède un stock complet de
MÉDICAMENTS DE CHOIX.
Les préparations y sont confiées à des chimistes d'une expérience éprouvée qui seront toujours prêts, la nuit comme le jour, à remplir les demandes de MM. les médecins.
Grand assortiment de MÉDICAMENTS PATENTÉS.
18avril—

Le Dr A. CAPDEVIELLE
A OUVERT un bureau de consultation au No. 32, rue St-Philippe, enseigne Chartres.
Heures de consultation—Tous les jours, de midi à 2 heures.
Résidence—No. 114 rue Bourbon.
15 fév—

MEDAILLES
Décernées à l'Exposition Universelle de Paris de 1878.

ALPH. WALZ,
Propriétaire et fabricant du célèbre
MALAKOFF BITTERS
qui, comme l'indiquent les médailles ci-dessus, a remporté le prix à la dernière exposition de Paris. C'est un amer agréable et savoureux, un stimulant [illegible] la Faculté Médicale de la Louisiane [illegible].
Seul agent à la Nouvelle-Orléans de la maison [illegible], pour la vente de la célèbre bière
AURORA LAGER BEER,
en baril et en bouteilles.
No. 26 rue Conti, en [illegible]
[illegible]